

# Mouvement Communiste

Lettre numéro 31

décembre 2009

## IRAN : LE GRONDEMENT POPULAIRE SOUTERRAIN FAIT SURFACE

### Les raisons d'une lettre

L'annonce de la réélection, le 12 juin 2009, de Mahmoud Ahmadinejad, le président sortant de la République islamique d'Iran, a été suivie d'une vague d'émeutes et de manifestations contestant non-seulement le résultat du scrutin, mais aussi la légitimité du pouvoir en place. Malgré le resserrement de l'étau policier, bravant avec courage les violences des milices fascistes dirigées par l'État, des millions d'iraniens sont descendus dans les rues de Téhéran, Tabriz, Mashad, Shiraz et d'autres grandes villes. Ces événements ont plongé la théocratie iranienne dans sa crise politique la plus grave depuis la guerre Iran-Irak (1980 à 1988) et ont révélé l'existence de fissures grandissantes au sein des groupes dirigeants du pays. Ils constituent également le point le plus haut atteint jusqu'ici de la contestation populaire vis-à-vis du régime. Laisser de côté ce mouvement, en l'interprétant simplement comme une retombée de l'électoratisme ou une lutte de pouvoir entre les différentes tendances politiques existant à l'intérieur de la République islamique, serait une grossière erreur.

Cette crise politique a un soubassement économique commun avec les autres pays vivant des matières premières, en particulier ceux rentiers des hydrocarbures : l'incapacité pour la classe dirigeante à accumuler, dans la zone où elle a le pouvoir, le capital à hauteur du développement du marché mondial. Mais sur cette base rentière, l'Iran présente des traits originaux. D'une part, la tentative ratée de développement autarcique du capital en Iran, de 1979 à 1994, a laissé l'appareil productif en jachère. D'autre part, la redistribution des revenus du pétrole à la population, directement ou indirectement, pour assurer le compromis social coûte que coûte, retarde toujours plus les choix d'investissements et de politique économique conformes à l'accumulation. C'est ce qui fait l'assise des divergences politiques entre les diverses fractions de la classe dirigeante qui tentent de tirer profit de soulèvements populaires comme celui-ci pour prendre ou conserver leurs positions.

Face à cette situation, où la classe dirigeante hésite entre le blocage ou la fuite en avant, elle ne se maintient que grâce à la chape de plomb du contrôle permanent. Celui-ci n'est possible qu'en s'appuyant sur sa base sociale, encore nombreuse ; il est heureux que la population ait, dans un mouvement, certes interclassiste, soulevé cette chape de plomb et annoncé à la face du monde que quelque chose avait commencé en Iran, qui pourrait avoir une importance capitale pour la classe ouvrière mondiale.

### Les événements principaux du mouvement

- Début juin. Pour la première fois de son histoire, la République Islamique permet la tenue de débats télévisés entre les candidats à l'élection présidentielle. Le débat du 3 juin, entre Mahmoud Ahmadinejad et le candidat du camp des réformateurs, Mir-Hosseïn Moussavi, fait connaître ce dernier – autrefois Premier ministre, et en retrait de la scène politique depuis 1989 – au grand public.
- Dans les semaines précédant les élections, les meetings de campagne de Moussavi connaissent une participation inattendue. À Téhéran et ailleurs, ses nouveaux soutiens n'hésitent pas à parader en nombre et à narguer des militants d'Ahmadinejad en nombre bien plus réduit. Ils occupent les rues jusqu'à 4 heures du matin en chantant des slogans tel que « *Ahmadi bye bye* ». L'ambiance est à la fête, beaucoup sont convaincus de la défaite du président sortant. L'État laisse se dérouler ces manifestations publiques d'allégresse, pourtant ordinairement considérées comme dangereuses pour l'ordre établi.

- Le vendredi 12 juin se tiennent les élections. L'État coupe les communications par téléphone portable, brouille la chaîne en persan de la BBC et bloque l'accès à certains sites Internet, notamment *Facebook*. Le taux de participation s'élève à au moins 85 %<sup>1</sup>. Dans de nombreux bureaux de vote, la clôture du scrutin est avancée de plusieurs heures. À d'autres endroits, les miliciens du *Basij* confisquent les urnes en prétextant qu'ils vont en assurer le comptage pour éviter des irrégularités. Près de deux heures après la clôture officielle du scrutin, alors que le décompte des votes n'est pas terminé, Press TV (une agence de presse financée par l'État iranien) annonce la victoire d'Ahmadinejad avec un score de 69 %.
- Samedi 13 : dans la matinée, le ministère de l'intérieur confirme la victoire d'Ahmadinejad. Un peu plus tard, le Guide Suprême, Ali Khamenei, déclare que l'élection a été « juste » et félicite le candidat sortant pour sa victoire. L'État commence à arrêter des individus soit membres de différentes tendances de l'opposition, soit tout simplement considérés comme dissidents. Dans la rue, la police commence à disperser des rassemblements spontanés, regroupant des milliers de personnes à Téhéran. Des affrontements démarrent, pierres contre matraques. Au moins une personne est tuée par la police sur la place *Vanak*. Alors que la nuit tombe, des bus et des voitures sont en feu, des vitrines sont brisées.
- Dimanche 14 : Les émeutes continuent à Téhéran et s'étendent dans d'autres grandes villes. Des rassemblements massifs dans au moins trois universités de Téhéran, sur dix-neuf, se transforment en manifestations. Ahmadinejad tient un meeting de victoire à la place de *Valiasr* à Téhéran « *mais une odeur de gaz lacrymogène et de fumée plana sur la foule enthousiaste. À peine à quelques pâtés de maisons plus loin, des groupes de manifestants chantaient leurs propres slogans contre le gouvernement, et on pouvait voir que certain d'entre-eux, ensanglantés et hurlant, étaient pourchassés par des officiers de police armés de matraques* »<sup>2</sup>. Moussavi, le principal candidat de l'opposition, écrit une lettre au Conseil des Gardiens de la Révolution pour se plaindre d'irrégularités dans la tenue des élections. Il encourage également ses supporters à garder leur calme et ne pas céder à la violence. Il appelle à une manifestation silencieuse le lendemain.
- Dans la nuit du 14 au 15, la police et le *Basij* organisent un raid sur les logements étudiants de l'Université de Téhéran. L'opposition dénombre 5 morts et de nombreux blessés graves. D'autres raids seront organisés contre les logements universitaires, à Téhéran et Shiraz, faisant au moins 7 morts, durant les jours suivants.
- Lundi 15 : Malgré la répression et l'interdiction de la manifestation appelée par Moussavi, des centaines de milliers de personnes (à Téhéran et des millions dans tout le pays) défilent depuis la place d'*Enghelab* (Révolution) jusqu'à celle d'*Azadi* (Liberté). En fin de manifestation, un cortège qui s'est détaché pour se diriger vers une caserne du *Basij* se fait tirer dessus par les miliciens ; au moins 7 morts. Khamenei, le Guide Suprême, semble faire un pas en arrière en annonçant la tenue d'une enquête menée par le Conseil des Gardiens sur les allégations de manipulation du vote.
- Durant les jours suivants d'autres manifestations ont lieu, mais le nombre des participants diminue, probablement du fait de la répression. Les émeutes semblent se calmer, mais les affrontements contre la police et le *Basij* se poursuivent aux abords des manifestations. Dans des témoignages ou des vidéos filmées par des participants, on apprend que les manifestants réussissent par moment à prendre le dessus, faisant reculer les flics et le *Basij* ou en incendiant leurs véhicules. Le mardi 16, une contre-manifestation appelée en soutien à l'État et Ahmadinejad rassemble moins de 10 000 participants clamant « *les émeutiers doivent être exécutés* ».
- Vendredi 19 : devant les menaces des *Pasdarans*, les dirigeants de l'opposition appellent à ne pas manifester. Khamenei, durant son discours lors la prière du vendredi à Téhéran, exprime clairement que le gouvernement ne compte pas revenir sur le résultat des élections. Il menace toute personne instigant ou participant aux manifestations illégales. Cependant, il réprovoque les provocations violentes des membres du *Basij*, qu'il appelle à se calmer et à « *réfléchir aux conséquences de leurs actions* ». Faisant le bilan de ce discours, Moussavi appelle à ne plus participer à des manifestations non autorisées et, en particulier, à celle appelée pour le lendemain.
- À partir du samedi 20, la répression s'accroît. Les manifestations ne sont pas seulement interdites, mais aussi empêchées par le regroupement préventif massif de membres du *Basij* et de policiers aux lieux de leurs

<sup>1</sup> Par comparaison, durant les élections de 2005 lors desquelles Ahmadinejad avait été élu la première fois, près de la moitié des électeurs s'était abstenue.

<sup>2</sup> *Unrest Deepens as Critics Are Detained*, site internet du New York Times, 14 juin 2009.

départs. Les membres du *Basij* en particulier sèment la terreur, suivant les participants pour les attaquer en dehors des manifestations ou en procédant à des passages à tabac arbitraires de passants. Dès le lundi 22, les *Pasdaran* menacent les manifestants d'une « *confrontation révolutionnaire avec les Gardiens, le Basij et les autres forces de sécurité* ». Le samedi, alors que plusieurs milliers de personnes manifestent à Téhéran, au moins une dizaine de personnes est tuée, et des centaines blessées. L'agonie de l'une d'entre-elles, Neda Soltan, abattue par balle en dehors d'une manifestation, est filmée par plusieurs personnes et répandue rapidement sur Internet à travers des sites comme *Facebook* et *YouTube*.

- La semaine suivante les rassemblements (plusieurs milliers de personnes le 22, à Téhéran, et plusieurs centaines le 24 devant le parlement) continuent. Ceux-ci sont invariablement empêchés, et tournent souvent à l'affrontement entre les forces de répression et des groupes allant jusqu'à plusieurs centaines de manifestants qui tentent de se rendre aux points de rendez-vous.
- Le 28 juin, un rassemblement autorisé appelé par Moussavi devant la mosquée de Ghoba pour la commémoration de Mohammad Beheshti, un des fondateurs du régime et victime d'un attentat en 1981, sert de prétexte à une manifestation. La police disperse violemment le rassemblement.
- Jeudi 9 juillet : À l'occasion de la commémoration des victimes du mouvement étudiant de 1999, de nouveaux affrontements ont lieu dans la capitale. Autour de la place d'*Enghelab* et l'Université de Téhéran, des milliers de jeunes répartis en groupes de plusieurs centaines affrontent les forces de l'ordre.
- Vendredi 17 juillet : Après deux mois, c'est au tour de Rafsandjani (qui a soutenu la candidature de Moussavi) de diriger la prière du vendredi, à l'Université de Téhéran. À cette occasion, Moussavi fait sa première apparition publique depuis les journées suivant les élections. Des dizaines de milliers de personnes se rassemblent autour de l'université pour écouter le sermon, retransmis également en direct par radio. Rafsandjani y demande la libération des personnes arrêtées durant la crise post-électorale et la levée des restrictions visant les libertés de presse et d'expression. Il exprime également la légitimité des doutes « *d'un grand nombre d'iraniens* » quant au résultat de l'élection. À l'extérieur de l'université, la police intervient pour disperser la foule chantant des slogans contre le gouvernement.
- Le 30 juillet, des milliers de personnes se rassemblent à l'occasion du 40ème jour du deuil de Neda Agha-Soltan. Les forces de polices empêchent Moussavi d'entrer dans le cimetière de *Behesht-e-Zahra*, où doit être enterrée la dépouille de la jeune femme, alors que des manifestants chantent « *Neda est vivante, c'est Ahmadinejad qui est mort* ».

Sur la base de cette chronologie succincte et forcément partielle nous identifions cinq phases différentes de ce mouvement.

La première, durant la campagne électorale, entre le débat télévisé Ahmadinejad-Moussavi et le jour de l'élection. À ce moment, le candidat Moussavi réussit à se placer comme un rassembleur pour la plupart des opposants à Ahmadinejad, quelle que soit l'origine de leurs griefs. Économiques, pour la partie libérale du clergé et les hommes d'affaires du *Bazar*. Politiques, pour ceux de secteurs des classes dominantes marginalisées par la montée du pouvoir des *Pasdaran*. Enfin, démocratiques, comme c'est le cas dans les mouvements interclassistes qui prônent davantage de démocratie politique et de libertés individuelles. Un vent d'espoir souffle sur la société civile tout entière. Et en particulier sur ceux trop jeunes pour avoir été déçus par l'échec des deux précédentes tentatives de réforme par les urnes, celle des élections de Mohamad Khatami à la présidence en 1997 et 2001.

La deuxième, après la journée électorale, on assiste, durant deux jours, aux premières explosions de colère, souvent spontanées. Le sous-sol de la société civile iranienne, notamment celle des grandes villes et des foyers traditionnels de contestation comme les universités, recommence à gronder. De leur côté, les miliciens du *Basij*, n'ayant pu répondre aux provocations continues des opposants « Verts » durant la campagne électorale, ont enfin l'occasion de se venger *manu militari*.

La troisième s'ouvre avec la première manifestation de masse appelée par Moussavi. Ces démonstrations continuent durant plusieurs jours et tous les pans de la société iranienne y sont rassemblées, là encore d'une manière inattendue. Bien que la répression n'ait pas cessé et que des affrontements parfois mortels aient lieu autour de ces manifestations, l'État fait mine de reculer pour gagner du temps. Il s'agit d'organiser la répression, tout en reprenant le contrôle du *Basij*. Le discours du Guide Suprême durant la prière du vendredi donne une justification idéologique à la répression.

La quatrième s'ouvre le lendemain, la répression monte d'un cran. Moussavi, qui déclarait pourtant

jusque là qu'il n'avait pas peur de devenir un martyr<sup>3</sup>, se dissocie du mouvement illégal. La vague verte est résorbée et les manifestations reprennent la teneur qu'elles avaient les deux premiers jours : spontanéité, affrontements très violents, impliquant des groupes de manifestants minoritaires, composés surtout de jeunes urbains.

Enfin la cinquième, au bout d'une semaine marquée par l'impossibilité de se rassembler, que ce soit pour porter le deuil des victimes de la répression ou bien durant un rassemblement autorisé appelé par Moussavi (auquel ce dernier ne se montrera pas), le mouvement semble s'estomper. Pourtant les braises sont encore chaudes, comme l'ont montrées les manifestations des 9, 17 et 30 juillet.

Après plusieurs semaines agitées, l'État iranien semble avoir repris la main. Néanmoins, l'immense appareil de répression mobilisé n'a pas réussi pour le moment à entièrement étouffer les foyers de la révolte malgré les arrestations de masse, la violence et la terreur. La lutte a permis de révéler et d'accentuer les divergences entre les factions dirigeantes de la théocratie chiite et au sein des fractions de la classe dominante en général, ouvrant une ligne de fracture nette entre deux camps bien définis, en proie à leur tour à des divisions internes. Enfin, quoi qu'il en soit de la manipulation par l'État du résultat des élections, le mouvement a mis au clair que le processus démocratique en Iran n'est autre qu'une vaste mascarade, ne laissant à tous ceux qui refusent d'accepter la vision politique des *Pasdaran*, que l'option insurrectionnelle. Y compris pour atteindre des simples objectifs propres à la démocratie politique moderne.

## Des clés économiques et historiques de lecture

### **Aux origines**

L'histoire économique de l'Iran présente des traits communs à de nombreuses formations pré-capitalistes : un développement ne dépassant pas le cadre du capital commercial et de l'artisanat qui est bouleversé, au début du XX<sup>ème</sup> siècle, par deux facteurs exogènes. D'abord, la découverte et l'exploitation du pétrole; ensuite, l'implantation de l'industrie moderne à capitaux étrangers, favorisée par la politique de modernisation volontariste de la monarchie Pahlavi commencée par Reza *Shah* (1926-1941) et poursuivie par son fils Mohamad Reza *Shah* (1941-1979).

Toutes les classes ont connu un bouleversement de leurs modes de vie. Bouleversement la plupart du temps non souhaité et rejeté de façon ouverte ou souterraine suivant les moments et les secteurs de la société. La tentative monarchique de modernisation était comparable à ce qu'avait connu la Turquie sous Atatürk, y compris dans la volonté de briser l'influence du clergé en « libérant » les femmes par l'action de l'État et en bouleversant les communautés traditionnelles. Le gouvernement introduit une réforme agraire qui est mal perçue par le *Bazar*, les propriétaires fonciers et les mollahs traditionalistes qui partagent ensemble les mêmes intérêts et des liens familiaux. L'Iran se modernise, du moins dans les villes. La campagne reste éloignée des centres du pouvoir et du vent des réformes. Les paysans demeurent attachés aux conseils de leurs représentants spirituels qui voient d'un mauvais œil la modernisation du pays et la perte de leurs privilèges.

Ces deux facteurs exogènes expliquent la présence de la composante réactionnaire contenue dans la révolution de 1979 (le refus du capitalisme moderne porté par le *Bazar*) associée à la composante révolutionnaire représentée par les ouvriers de la grande industrie pétrolière (raffinerie d'Abadan) et mécanique (Téhéran).

### **Après 1979**

Après la révolution de 1979, la nouvelle classe dirigeante de l'Iran a tenté de nationaliser l'économie non pas seulement par l'étatisation des entreprises, mais en s'abstrayant ou tentant de s'isoler du marché mondial (sinon des marchandises, du moins du crédit). Ce nationalisme explique aussi l'adhésion importante de la population et pas seulement des classes solidaires avec le régime, comme par exemple les marchands du *Bazar*. En instaurant le monopole du commerce extérieur, en contrôlant les importations, en tentant un développement autonome et en ne s'appuyant que sur le pétrole comme grand pourvoyeur de capitaux additionnels, l'Iran des mollahs a tenté de construire, à son propre niveau, une sorte de « socialisme dans un seul pays » comme l'avaient tenté auparavant l'URSS stalinienne et la Chine maoïste.

<sup>3</sup>« *Je me suis lavé et suis prêt au martyr !* », a claironné le candidat réformateur – Libération du 20 juin 2009.

Mais ce nationalisme économique ne s'est appuyé que sur la nationalisation de la rente pétrolière et n'a pas su développer l'accumulation du capital dans des proportions suffisantes. Avec deux conséquences (aggravées par la guerre de huit ans avec l'Irak et l'embargo américain) :

- d'une part, l'économie était de plus en plus dépendante de cours du pétrole que l'Iran ne maîtrise pas pour ses exportations et ses rentrées de devises. Les autres marchandises exportables (tapis, pistaches, etc.) ne pouvaient pas concurrencer le poids du pétrole, ce dernier comptant pour 80 % des revenus d'exportation ;
- d'autre part, le sous-investissement chronique général a fait reculer sans cesse les possibilités d'exporter quoi que ce soit de vendable à des prix adaptés au marché mondial. Un exemple ? Incapables de concevoir des nouveaux produits, les usines automobiles ont continué pendant plus de trente ans, à fabriquer principalement le même et unique modèle, la Peykan.

À contrario, le flux de capitaux de la rente pétrolière a permis l'essor d'une industrie des pièces de rechange et à maintenir en l'état l'appareil productif et les infrastructures. L'Iran est confronté depuis plusieurs années à une grave crise de l'accumulation de capital, aggravée par la volatilité de ses revenus pétroliers. Plus que jamais, le système a besoin de capitaux étrangers pour rénover son industrie pétrolière dont les équipements et les installations datent pour l'essentiel des années 1960.

La seule possibilité est d'obtenir des crédits auprès des banques occidentales ou japonaises. Mais, on ne prête qu'aux pays capables de répondre à des critères de transparence, d'efficacité, et, surtout, de rentabilité financière que l'Iran ne veut et ne peut pas respecter.

Conséquence : comme le rouble en son temps, le rial, fortement surévalué, s'échange sur la base de deux cours: l'un officiel, l'autre réel. Pour réduire cet écart, l'État a été toujours plus obligé de puiser dans la manne pétrolière. Loin d'être négligeable<sup>4</sup>, la différence de taux de change de cette devise locale décrédibilisée à l'étranger, coûte très cher à l'État et se chiffre à plusieurs milliards de rials. Inévitablement, la dette a explosé, culminant à 25 milliards de dollars en 1993<sup>5</sup> et atteint encore 22 milliards en 2008 !

Un autre danger menace le régime, celui de la fin de l'autosuffisance alimentaire. Si celle-ci a été garantie un temps, cette période relève désormais du passé. La population est passée de 35 à 70 millions d'habitants et le développement extensif de l'agriculture est terminé. Les terres arables sont en diminution alors qu'elles ne constituent qu'à peine 35 % du pays, rongées par l'urbanisation accélérée, la faible productivité - due à la domination de la petite propriété, une des bases sociales du régime - demeure la règle. Les catastrophes climatiques récurrentes (sécheresses importantes lors des années 1998-2001) obligent à davantage d'importations de denrées alimentaires fragilisant l'emprise d'un État qui demeure, et de loin, le premier acteur économique dans les mines, le pétrole, l'industrie manufacturière et les transports.

A tout ceci s'est ajouté avec le temps un refus des contraintes sociales imposées par l'ordre moral religieux, en particulier parmi les nouvelles générations qui n'ont pas participé à la révolution de 1979. Il faut garder en mémoire qu'aujourd'hui la moitié de la population a moins de 27 ans.

## **Le pétrole : manque d'investissements, insuffisance de la production et répartition inégale de la rente**

### ***L'essentiel de l'accumulation...***

En 2007-2008, le pétrole brut a rapporté 70 milliards de dollars au budget iranien, soit environ 70 % de ses recettes totales<sup>6</sup>. Les exportations de pétrole ont totalisé près de 9 milliards de dollars au 1<sup>er</sup> trimestre, soit la moitié du 1<sup>er</sup> trimestre 2008<sup>7</sup>. En 2009, les ventes de brut devraient rapporter moins de 40 milliards pour des dépenses programmées de 89 milliards. Ceci obligera l'exécutif à puiser dans le fonds de stabilisation du pétrole.

Si le gouvernement affirme avoir un budget à l'équilibre si le prix moyen du baril atteint les 37,5 dollars,

<sup>4</sup> 3 000 rials pour un dollar au cours officiel contre 8 500 rials environ au cours réel.

<sup>5</sup> A mettre en regard avec un PIB de 325 milliards à cette époque et de 570 milliards en 2008.

<sup>6</sup>Le ministère du pétrole et la grande compagnie nationale, la NIOC – *National Iranian Oil Company* – ont l'habitude d'annoncer des chiffres aussi contradictoires qu'incompatibles.

<sup>7</sup>L'Iran est le 4<sup>e</sup> producteur mondial et le 2<sup>e</sup> exportateur. Sa production était de 3,75 mb/j en mai, nettement au-dessus de son quota de 3,334 mb/j.

la plupart des économistes non iraniens estiment qu'un prix moyen de 80 dollars le baril est indispensable. Le surplus global – recettes plus fonds de stabilisation du pétrole – devrait tomber de 3,8 % du PIB l'an dernier à 0,4 % estime Capital Intelligence.

La baisse des prix de marché des matières premières et de la rente pétrolière ne va pas permettre un niveau élevé d'investissements, pourtant on ne peut plus nécessaires. Quant au système de crédit, l'environnement des taux d'intérêt est toujours mal défini en conséquence des séquelles de la récente crise financière globale. Pour rééquilibrer ses comptes, l'État envisage deux mesures importantes mais difficiles à mettre en place. Privatiser massivement en réduisant de 75 % à 25 % la part de l'économie sous le contrôle de l'État et instaurer une TVA. Mais le moyen le plus efficace de réduire les dépenses de l'État serait de diminuer, voire de supprimer, les aides diverses qui représentent jusqu'à 5 % du PIB du pays. Ces aides, principalement consacrées à garder bas le prix de l'essence (vendue 10 cents le litre) et du gaz naturel, entraînent une destruction massive de capitaux.

Les prix politiques de l'énergie et d'autres marchandises de consommation courante sont le socle de la politique sociale de l'État des mollahs. Il faudrait multiplier les prix de l'énergie à la consommation par plus de dix pour déclencher les économies d'énergie qui s'imposent. Or la dernière tentative de réajustement des prix à la pompe, en 2006, a immédiatement déclenché des manifestations, des émeutes et des pillages de stations de service. L'État a aussitôt dû ajourner la mise en application de la mesure.

### ***... miné par un sous-investissement productif chronique...***

Les réserves identifiées de l'Iran atteignent actuellement l'équivalent de 137,62 milliards de barils, correspondant à 84 ans d'extraction à volumes constants. En 2007-2008, la production totale d'énergie – en hausse de 5 % par rapport à l'année précédente – a atteint l'équivalent de 2 427,4 millions de barils, dont 67,1 % de pétrole brut, 31,9 % de gaz naturel et moins de 1 % de biomasse et autres énergies alternatives. Dans le même temps la consommation du pays a progressé de 6,4 %, à l'équivalent de 975,2 millions de barils de brut.

La guerre Iran-Irak a causé d'importants dommages aux installations pétrolières de l'Iran, en particulier la destruction quasi-totale de la raffinerie d'Abadan. Le taux naturel de déclin de la production iranienne de pétrole est évalué entre 4 et 8%, soit une baisse annuelle de 200 000 à 400 000 barils par jour. En raison d'une insuffisance chronique d'investissements et de travaux de maintenance, les gisements iraniens n'offrent qu'un taux moyen de recouvrement de 27%, plus bas que celui des gisements étrangers comparables. Ce ne sont pas seulement les gisements anciens qui souffrent de cette hausse de coûts.

Le projet de ré-injection de gaz d'Aghajari, officiellement inauguré en juin, ne devrait pas être effectif avant octobre. La production du gisement tombée à 200 000 barils par jour, contre un million de barils par jour précédemment, devrait remonter à 300 000. Pour cela, un gazoduc de 504 Km amène du gaz naturel en provenance du gisement de South Pars. Une opération qui souligne la forte hausse des coûts de production des gisements matures iraniens.

Le développement du gisement gazier géant (avec une contenance estimée à 10 % des réserves mondiales) a pris un retard considérable et vu ses budgets de développement successifs littéralement exploser. Les infrastructures de l'Iran sont globalement adéquates à ses besoins actuels. Elles aussi requièrent pourtant des investissements considérables pour faire face à la croissance de la demande.

Selon des responsables du ministère du Pétrole seulement 48 milliards de dollars ont été investis dans le secteur pétrolier lors des trois dernières années. Or, selon les estimations initiales, ce sont 90 milliards qui auraient dû être mobilisés. L'insuffisance des dépenses en capital et des dépenses de maintenance fait perdre environ 500 000 barils de production annuelle aux gisements vieillissants de l'Iran. L'augmentation des capacités exige, pour chaque baril additionnel, des investissements compris entre 7 000 et 7 500 dollars.

### ***... et plombé par la démocratie sociale à l'iranienne***

L'essence, le gaz naturel et l'électricité sont vendus en Iran aux particuliers à des prix de marché fixés par l'exécutif. Dans le cas des carburants, dont l'Iran est un important importateur en raison de capacités de raffinage insuffisantes, ceux-ci sont sensiblement inférieurs aussi bien à leur prix de production qu'aux prix de marché pratiqués sur le marché mondial.

L'addition des prix « politiques » de l'énergie est lourde pour le budget de l'État : 48 milliards de dollars en 2007. Chaque année, les Iraniens reçoivent en moyenne une aide individuelle de 671 dollars au titre des

dépenses en énergie. Mais le socialisme à la sauce mollah est fondamentalement inégalitaire. Les familles riches sont neuf fois plus subventionnées que les plus pauvres. Les 10 % les plus pauvres reçoivent 2,28 % des subventions à l'énergie ; la couche la plus riche, 19,46 %. La répartition géographique de ces aides indique que se sont les ruraux qui bénéficient de 79,22 % du total des subventions, contre 20,78 % pour les urbains. Les pauvres urbanisés sont bien les grands lésés de cette répartition.

Face aux menaces de boycott économique les dirigeants du secteur énergétique s'affirment prêts à instaurer un plan d'autosuffisance en matière de carburants. Ce plan « hautement confidentiel » ne paraît guère crédible pour résoudre les importants manques du pays en essence et en gazole.

Malgré deux années de rationnement la demande d'essence croît à rythme annuel de 6 %, en vertu avant tout de l'augmentation de 700 000 véhicules par an du parc du pays.

### ***Au bord de l'asphyxie budgétaire, l'Etat se tourne vers les capitaux étrangers***

Dans l'exploitation du gaz depuis deux ans, NIOC négocie avec la société turque TPAO qui pourrait investir 12 milliards de dollars. Les entreprises russes Gazprom et Tatneft sont également intéressées. Un contrat de 5 milliards de dollars pour une tranche de développement de South Pars a été signé en 2009 avec le géant chinois CNPC.

L'Iran a l'intention d'exporter du gaz naturel vers l'Europe en utilisant le gazoduc Nabucco ou un autre gazoduc transitant par la Turquie. Les deux pays ont signé un accord concernant l'exportation annuelle de 35 milliards de m<sup>3</sup> de gaz vers l'Europe.

Un consortium de compagnies du Japon, de Corée et de Norvège participe au développement des unités de production GNL (Gaz Naturel Liquéfié).

À l'exception des compagnies américaines, de nombreuses grandes compagnies occidentales (Total, ENI, Repsol) ont un pied en Iran. Mais ce sont de plus petites entreprises de pays de deuxième rang (Vietnam, Croatie, Biélorussie, Indonésie et surtout Turquie et Malaisie) qui sont les plus actives sur ce marché.

S'ils dépendent des capitaux et de la technologie des grandes compagnies étrangères, les Iraniens à l'inverse ont une importante influence sur les secteurs pétroliers de l'Équateur et de la Bolivie. Pas moins de 80 % des ventes de pétrole à l'étranger sont confiées aux négociants suisses Vitol et Trafigura. L'Indien Reliance et un autre Suisse, Glencore, gèrent le reste des exportations. Mais les fondations islamiques locales (*boniyad*) se sont immiscées dans le commerce du pétrole.

Le Japon (plus de 500 000 barils par jour) est le premier importateur de brut iranien, suivi de la Chine, de la Corée du Sud, de Taïwan, de l'Inde, du Pakistan et du Sri Lanka.

### ***Tentatives de modernisation du capitalisme iranien***

Pour tenter de sortir de cette crise, la classe dirigeante a lancé une série de réformes économiques dès 1994 et poursuivies avec la présidence de Khatami (de 1997 à 2005). Elles visaient à moderniser l'Iran notamment en injectant des capitaux étrangers. Les changements ont produit, comme cela s'était déjà passé ailleurs<sup>8</sup>, un dépérissement du tissu industriel artificiellement protégé depuis 1979 et qui n'a pas résisté à une concurrence élargie<sup>9</sup>.

Les réformes ont tout d'abord investi la sphère du capital porteur d'intérêt en abandonnant, avec force arguties, quelques principes religieux en matière d'économie. On a décrété l'arrêt des prêts à 0 % pratiqués par la banque islamique (*Markazi Johmouri Islami*), et établi des crédits pour les entreprises de façon à favoriser un développement autochtone du capital.

On a ensuite tenté une ouverture vers l'extérieur afin d'attirer des capitaux étrangers. Mais pour cela, il fallait faire place nette des vieilleries du système et se démontrer attrayants. La tentative Khatami qui en partie prolonge ce qu'avait commencé Rafsandjani s'explique et se justifie à la lumière de ce contexte. En lançant notamment un processus de privatisation des « poids morts » de l'État, en permettant la création de nouvelles banques et en favorisant l'esprit d'entreprise, l'exécutif réformateur de Khatami opte clairement pour une stratégie capitaliste compatible avec le marché mondial.

<sup>8</sup> Par exemple, l'Argentine sous Péron en 1951 ou en 1974.

<sup>9</sup> C'est le cas de l'industrie textile où la conséquence des réformes a abouti aux licenciements de milliers d'ouvriers. Ce qui explique qu'en retour certains d'entre eux ont préféré Ahmadinejad.

Stratégie qui ne manque cependant pas de se heurter au compromis social qui se prétend égalitaire sur lequel l'Etat théocratique fonde sa domination. La libéralisation et la fin de certains monopoles étatiques se traduisent pour les ouvriers en chômage et misère dans un pays qui compte déjà 20 % de chômeurs officiels – près de 30 % en réalité – et où, comme partout dans le monde, de nombreux salariés sont obligés de cumuler deux emplois pour survivre. En raison de la remise en cause de certains contrôles des importations, l'apparition de marchandises innovantes risque enfin de concurrencer les marchands du *Bazar*, une des bases sociales importantes du régime.

### ***Des fractions de la classe dominante en collision***

La structure de la classe dominante en Iran montre une originalité en mélangeant nombre d'aspects du capitalisme d'État avec ceux du capitalisme libéral. Voici les fractions principales de la bourgeoisie locale et des secteurs centraux de la petite-bourgeoisie classique :

- les artisans de l'industrie traditionnelle, du tapis notamment ;
- les petits entrepreneurs (dont une composante directement issue des rangs des artisans) à vocation d'industriels (environ 50 000 entreprises employant près de 1,5 millions de salariés<sup>10</sup>). Ils piaffent d'impatience pour une normalisation capitaliste des conditions de production et d'échange. Ils revendiquent la possibilité de disposer à leur guise des profits générés par les entreprises qu'ils possèdent ;
- l'immense cohorte de l'économie parallèle des services artisanaux (routiers, etc.) ;
- le *Bazar* et ses capitalistes marchands spécialisés dans les biens de consommation ;
- les *Pasdaran* qui ont pris la direction des entreprises d'État ou des entreprises où l'État intervient, consacrées aux activités les plus modernes.

Comme dans l'ex-URSS, l'État contrôle le commerce extérieur, est propriétaire des moyens de transport (des chemins de fer aux compagnies aériennes), des mines, de l'extraction et du raffinage du pétrole, de la production d'énergie, des industries dites de base (sidérurgie, grosse mécanique) et des usines d'assemblage (automobile, par exemple).

Qui va décider de l'allocation des capitaux issus de la rente pétrolière et vers quels secteurs vont-ils être dirigés : tel est l'enjeu réel des conflits actuels au sein de la classe dominante en Iran.

Les dirigeants du secteur pétrolier, sympathisants des dits réformateurs, ont été remplacés par des proches d'Ahmadinejad comme Mohamed Ali Khatibi, représentant de l'Iran au sein de l'Opep ou le ministre du Pétrole Gholam Hossein Nozari.

La prise de pouvoir économique des hommes du Président s'est accompagnée de la montée en puissance des fondations comme Pasdaran Construction Jihad, devenue l'un des plus importants sous-traitants de l'ingénierie pétrolière. Les émeutes et les manifestations n'ont pas atteint les installations produisant les hydrocarbures qui n'ont jamais cessé de fonctionner. Ni la production d'hydrocarbures, ni les exportations n'ont été touchées et ce malgré la présence d'un nombre important de dits réformateurs parmi les cadres et les dirigeants du secteur pétrolier.

## **Le coup d'État rampant des *Pasdaran***

### ***Une longue histoire***

Si beaucoup de dissidents au régime iranien qualifient la dernière élection de coup d'État mené par Ahmadinejad et les *Pasdaran*, ce fut en fait la première élection d'Ahmadinejad, en 2005, qui a marqué la prise de contrôle de plusieurs leviers essentiels de l'appareil d'État dont l'exécutif par le Corps des Gardiens de la Révolution Islamique (*Sepah e Pasdaran e Enqelab e Eslami*, résumé par *Pasdaran*, soit « Gardiens » en français) et leurs alliés.

Fondée en mai 1979, l'organisation des *Pasdaran* est créée comme une force militaire, séparée de l'armée traditionnelle, dont l'allégeance est due uniquement à l'ayatollah Khomeini. A leurs débuts, les *Pasdaran* sont une garde rapprochée dont la mission est de contrer toute velléité de coup d'État militaire. Ils

<sup>10</sup> A mettre en regard avec le nombre d'ouvriers travailleurs de l'industrie et des mines, soit environ 6,25 millions.



participent à la surveillance des frontières ainsi qu'à la lutte contre les groupes armés gauchistes ou séparatistes issus des minorités ethniques (kurdes, balouches, etc.). Leur rôle s'étend durant la deuxième phase de la guerre Iran-Irak, où ils sont le fer de lance d'offensives militaires particulièrement dures.

À la fin de la guerre et après la mort de Khomeini en 1989, Ali Khamenei reprend le poste de guide suprême de la République islamique. Relativement isolé à l'intérieur du clergé, ce dernier décide de privilégier les liens politiques avec les *Pasdaran* qu'il avait commencé à cultiver pendant la guerre.

Après une première période durant laquelle les *Pasdaran* sont marginalisés de la vie politique (période correspondant aux deux mandats du président Rafsandjani, de 1989 à 1997), ils reviennent sur les devants de la scène grâce au ralliement du clergé le plus fidèle à l'idéologie théocratique qui se sentait menacé par les réformateurs dirigés par Khatami (président de 1997 à 2005). Les *Pasdaran* reprennent alors un rôle de police politique et de contrôle des activités potentiellement subversives qu'ils avaient abandonné durant les années 90.

Les dits conservateurs, rassemblés autour de Khamenei, utilisent les *Pasdaran* non seulement comme force de frappe mais aussi comme appareil de propagande pour mobiliser des pans réactionnaires de la société civile contre les timides tentatives d'ouverture et de démocratisation des réformateurs. En vertu du soutien d'une partie du clergé, les *Pasdaran* peuvent renforcer leur influence à l'intérieur de l'État et des secteurs économiques qui en dépendent. De l'industrie lourde jusqu'à celle de pointe, des *bonyad*<sup>11</sup> à la contrebande d'alcool et de drogues, les *Pasdaran* s'enracinent directement ou en usant de leurs réseaux d'influence (anciens membres, relations familiales ou informelles, etc.) dans toutes les articulations du pouvoir.

## **Le retour sur scène**

À partir de 2003, l'invasion étasunienne de l'Irak renforce la légitimité des *Pasdaran* aux yeux des autres fractions politiques iraniennes. Face au « grand Satan », perçu comme une menace de plus en plus immédiate, les *Pasdaran* élaborent une stratégie de guerre non-conventionnelle<sup>12</sup> où leurs troupes et le *Basij* jouent le rôle central, celui de la mobilisation et de la coordination d'une armée de guérilla et de résistance populaire. De plus, leur alliance avec Khamenei leur offre depuis longtemps désormais une influence importante sur le gouvernement et le parlement. Le guide suprême décide de la composition<sup>13</sup> du puissant Conseil des Gardiens. Ce conseil contrôle partiellement les pouvoirs législatifs et exécutifs, en autorisant ou non les candidatures aux différentes élections et en censurant les lois adoptées par le parlement jugées non-conformes à l'Islam. Néanmoins, cette partie de l'appareil d'État ne contrôle pas directement l'action du gouvernement et du parlement ; ce qui s'est soldé par des dysfonctionnements de l'ensemble de l'exécutif quand les réformateurs en étaient aux commandes.

Le danger posé par les États-Unis et ses alliés dans la région et la possibilité de nouvelles offensives des dits réformateurs convainquent la direction des *Pasdaran* que le temps est venu de centraliser l'ensemble du pouvoir de l'exécutif entre leurs mains. Les victoires électorales, au parlement en 2004 et à la présidence en 2005, leur ouvriront l'accès à deux des institutions importantes de l'État qui échappaient encore à leur contrôle direct.

## **Le Basij**

Si les *Pasdaran* sont un corps d'armée professionnel, le *Basij e Mostazafan* (ou Mobilisation des opprimés) a été fondé en 1980 sur le modèle des milices populaires de masse. Au lendemain de la révolution islamique, leur premier rôle est d'assurer les tâches de police et de former un premier réseau d'information profondément implanté dans la société civile. Bien qu'au début de la guerre Iran-Irak, le *Basij* ait été tenu à l'écart du front, il finira par jouer un rôle central lors des assauts de vagues humaines composées de « volontaires », parfois à peine entrés en adolescence, souvent recrutés de force et endoctrinés en vue d'un

<sup>11</sup> Ces « fondations charitables » islamiques sont de fait des trusts échappant au contrôle de l'État – mais recevant une partie de son budget – et actifs dans de nombreux secteurs d'activités, comme la finance, le tourisme, l'industrie et, récemment, le forage et l'acheminement d'hydrocarbures. (*Destructive competition : Factionalisme and Rent-Seeking in Iran*, Bjorvatn & Selvik, 2008, www.nhh.no)

<sup>12</sup> La démonstration, en modèle réduit par le Hezbollah libanais, de la relative efficacité de ce type de stratégie face à une armée moderne durant l'été 2006 renforcera la crédibilité des *Pasdaran*.

<sup>13</sup> Directement, par la désignation de la moitié de ses membres, et indirectement pour l'autre moitié, élue par le parlement parmi un panel présenté par le chef du pouvoir judiciaire, qui est lui-même désigné par... le guide suprême.

sacrifice face à des troupes irakiennes beaucoup mieux équipées.

Aujourd'hui encore, le *Basij* assure le premier niveau de contrôle, d'information, de délation et de répression à l'intérieur de la société civile. « *Le Basij est présent dans quasiment tous les secteurs de la société iranienne ; il y a des unités du Basij spécialement organisées pour les étudiants, les tribus locales, les travailleurs d'usines, etc.* »<sup>14</sup>, implantations auxquelles nous nous permettrons d'ajouter, avec insistance, les quartiers pauvres. La milice remplace également la police lorsque cette dernière ne peut pas intervenir (par exemple dans les universités où il lui est interdit d'entrer) ou bien lorsque l'État a besoin de frapper de manière particulièrement brutale. C'est pourquoi le *Basij* est l'instrument le plus haï du régime et souvent le premier contre lequel s'exprime la vindicte des révoltés (comme par exemple à la fin de la manifestation du 15 juin).

Le *Basij* recrute principalement parmi les plus précaires de la société iranienne. Selon différentes estimations, le *Basij* comprendrait de un à trois millions de membres (c'est à dire d'un habitant sur 75 à un sur 25, tous âges et sexes confondus). Ce corps franc assure son rôle de contrôle de deux autres manières : premièrement, en reversant une solde aux plus défavorisés sous des formes diverses (prêts, bourse d'étude, assurance chômage, complément de retraite) à ceux qui participent régulièrement aux entraînements de la milice, le *Basij* fait ainsi office d'amortisseur social. Deuxièmement, en rattachant à l'État, que ce soit par le biais de l'endoctrinement idéologique ou celui de l'intérêt financier, la partie la plus pauvre du prolétariat, il constitue le vecteur le plus important de la division de classe.

## Rivalités au sein de l'État après le coup de force des *Pasdaran*

### **Etat des lieux**

Vu de l'intérieur des factions dirigeantes, le conflit peut être caractérisé comme une lutte de pouvoir entre :

- d'un côté, le camp au pouvoir, c'est-à-dire les *Pasdaran*, alliés à une partie théocratique classique du clergé dirigée par Khamenei ;
- de l'autre, le camp de l'opposition : les courants réformateurs, représentés par Khatami, et libéraux (au plan de l'économie tout du moins), menés par Rafsandjani.

En 2005, bien que soutenu par le guide suprême et le clergé théocratique conservateur, le candidat des *Pasdaran*, Ahmadinejad, n'hésite pas à mener une campagne en agitant des thèmes non seulement populistes mais aussi anti-cléricaux. Il insiste fortement sur ses origines populaires, sa réputation d'honnêteté, d'intégrité et de fidélité aux idéaux de la révolution islamique. Les mollahs qui lui font face, dont Khatami et Rafsandjani, sont accusés, souvent à juste titre, de corruption et de complicité avec les Américains. Ahmadinejad tente ainsi de canaliser le fort ressentiment d'une partie importante de la population, surtout urbaine, à l'encontre du clergé qui dirige le pays depuis la révolution. Les *Pasdaran* et le *Basij* jouissent d'une bonne image dans les campagnes, du fait de leurs initiatives de modernisation des infrastructures, l'embauche sur les chantiers locaux qu'ils dirigent, l'influence de leurs fondations charitables (*bonyad*) ou encore, la solde versée à ceux participant au moins une fois par mois aux entraînements paramilitaires du *Basij*. Ahmadinejad bénéficie aussi d'un certain soutien de la part des pauvres urbains, dont il est issu, et qui profitent eux aussi de cette politique de subventions à travers les réseaux des *Pasdaran*.

### **Du côté de l'opposition**

De son côté, la faction oppositionnelle a réussi à rallier les groupes déçus par le gouvernement : le *Bazar* mis à mal par l'inflation et la crise économique ainsi que la majorité du clergé marginalisé du pouvoir par les *Pasdaran*. Le prestige dont jouit Khatami en jouant le symbole de la lutte démocratique lui a permis de rallier une jeunesse éprise de liberté à la candidature de Moussavi.

Néanmoins, il ne faut pas se faire d'illusions sur la pérennité d'une telle alliance et sur les buts politiques des différentes composantes de l'opposition politique iranienne. Si celles-ci sont aujourd'hui du même côté, ce n'est dû qu'à la polarisation provoquée par la conquête de l'exécutif par les *Pasdaran*. S'il est encore possible de croire aux aspirations démocratiques bourgeoises de Khatami, il est plus que difficile de faire confiance sur ce terrain à Moussavi et Rafsandjani. Ancien président de la république, aujourd'hui chef de l'Assemblée des

<sup>14</sup>« *The Rise of the Pasdaran* », RAND Corporation 2009.

Experts et du Conseil de Discernement, Rafsandjani reste un membre influent de l'État. Malgré son soutien à Moussavi, il évite toujours de prendre des risques excessifs en critiquant trop ouvertement le régime. En 1999, il n'hésita pas à utiliser l'un de ses sermons du vendredi pour désigner l'intervention de puissances étrangères comme responsable du mouvement de contestation étudiante et se réjouir de l'utilisation de la force contre les jeunes révoltés. Ce qui ressemble fort aux arguments qu'utilisent Khamenei et Ahmadinejad aujourd'hui.

Moussavi, quant à lui, fut Premier ministre de l'Iran de 1981 à 1989. Il a ainsi participé activement à la mise en place de l'appareil de répression et de terreur contre les opposants à la République Islamique. Que cet appareil soit aujourd'hui dirigé contre un mouvement dont il veut prendre la direction pourrait sembler très ironique si ce n'était pour le sort de ses victimes qui, contrairement à Moussavi, se sont constamment battues, des années 80 jusqu'à aujourd'hui, pour la fin du régime islamique.

### **Du côté du pouvoir**

Le camp au pouvoir n'est pas non plus à l'abri des luttes intestines. Si le commandement central des *Pasdaran* semble pour le moment assurer la cohésion de cet ensemble, le mouvement de cet été a révélé des tensions entre ses autres composantes : avec d'un côté, le *Basij* jouant le rôle de la faction la plus radicale de l'État, et de l'autre, une faction informelle issue des *Pasdaran*, proposant une politique plus pragmatique et ouverte à un large compromis entre fractions en compétition. Cette dernière faction s'est ralliée autour d'individus influents, tous issus des *Pasdaran*, avec lesquels ils sont encore directement liés et qui possèdent des postes importants au sein de l'État. La candidature de Mohsen Rezai incarnait la face visible de cette faction. Après les élections, Rezai n'a pas hésité à dénoncer des irrégularités dans le décompte des voix tout en gardant ses distances vis à vis des réformateurs. Rezai, Mohammad Ghalibaf, maire de Téhéran, et le porte parole du parlement, Ali Larijani<sup>15</sup>, ont durant tout le mouvement régulièrement critiqué la politique de répression de l'État et en particulier les positions d'Ahmadinejad<sup>16</sup>, en particulier après la nouvelle de la mort, en détention, des suites de sévices infligés par les forces de répression, du fils d'un des conseillers proches de Rezai. Il faut comprendre ces phénomènes comme résultant de tensions grandissantes entre le *Basij*, aile la plus réactionnaire du régime dont la reproduction ne dépend que de la rente pétrolière, et une partie, visiblement minoritaire, des *Pasdaran* qui, assurant un rôle de plus en plus technocratique et de moins en moins militaire, tend à mettre l'idéologie du régime (ainsi que le rôle du clergé) au second plan.

Conscient de ces tensions, le Guide Suprême, comme à son habitude, joue un camp contre l'autre afin de sauvegarder son hégémonie. Le 15 août, il nomme Sadeq Larijani (le frère d'Ali Larijani) à la tête du pouvoir judiciaire avec pour but d'affaiblir la faction d'Ahmadinejad.

C'est sur ces tensions, et sur l'influence de la faction la plus pragmatique des *Pasdaran*, que compte l'administration étasunienne pour faire avancer ses objectifs diplomatiques vis-à-vis de l'Iran. Les différents pas de deux iraniens sur le dossier nucléaire, ainsi que le rétablissement récent d'un lien diplomatique officiel (rompu depuis la crise des otages de 1979), témoignent d'un affaiblissement d'Ahmadinejad au profit de ses rivaux conservateurs.

## **Un peu de géopolitique : Obama contre le mouvement démocratique**

Face à la menace que représentait l'Iran à l'encontre des intérêts régionaux des États-Unis et de ses alliés, la politique de l'administration Bush fût, par l'entremise de l'invasion de l'Afghanistan en 2001 et celle de l'Irak en 2003, d'encercler et d'isoler l'Iran. Cependant, loin de réduire l'influence régionale iranienne, les deux conflits l'ont au contraire étendue. En Irak, tout particulièrement, à travers, d'un côté, une communauté chiite favorable à l'Iran accédant enfin au pouvoir politique avec la bénédiction de l'administration Bush et, de l'autre, par l'entremise de groupes armés issus de cette même communauté, auquel l'Iran offre des soutiens humains,

<sup>15</sup> Ex-négociateur du programme nucléaire, partisan de négociations avec les États-Unis sur ce sujet, il a démissionné de ce poste en 2007 suite à ses divergences avec Ahmadinejad.

<sup>16</sup> Le 25 juin, Ghalibaf a déclaré « *il nous faut prendre en compte les passions du peuple à propos de cette élection et cela ne se résoudra pas par la violence* » (*New York Times*, 25 juin 2009). Larijani, de son côté, n'a pas hésité à déclarer que peu de gens trouvaient le résultat du scrutin crédible, ainsi qu'à questionner la partialité du Conseil des Gardiens sur ce sujet.

logistiques et matériels, quand il ne les contrôle pas directement. L'impopolarité, un peu partout dans le monde, des deux opérations militaires dirigées par l'armée américaine a permis à l'État iranien de justifier l'existence de son programme nucléaire clandestin en n'encourant pas de représailles. A l'intérieur du pays, l'union sacrée contre la menace américaine a fortement accéléré l'ascension des *Pasdaran*.

Tirant les leçons de l'échec du plan du gouvernement précédent (en ce qui concerne l'Iran, tout du moins), le gouvernement Obama a exploré une nouvelle approche. Dès la campagne électorale, Barak Obama a mis en avant le projet de discussions sans conditions avec l'Iran aux sujets notamment de la situation irakienne et du programme nucléaire iranien. De plus, Obama a promis, en des termes cependant très vagues et sans aucun engagement précis de date ou de nombre, à ses électeurs le retrait rapide des troupes américaines d'Irak. La réalisation de ce dernier point lui a imposé d'identifier des éléments d'accord avec l'Iran afin d'obtenir la pacification des milices irakiennes chiites bâties par Téhéran. Obama doit aussi gagner le soutien iranien, du moins formel, contre Al-Qaïda et les Talibans (deux organisations sunnites). Le tout sans oublier de démarrer d'intenses négociations au sujet du programme nucléaire.

Dans ce cadre, le mouvement de contestation du pouvoir des mois de juin et juillet 2009 pose plusieurs problèmes aux chefs des deux États. Du côté iranien, il s'agit, pour peser au mieux dans les pourparlers, de conserver l'unité de façade des instances dirigeantes du régime et de faire valoir la légitimité du gouvernement d'Ahmadinejad comme issu de la volonté la plus large de la société civile iranienne. Ces deux objectifs ont été mis à mal par le mouvement. Du côté des États-Unis, il s'agit de choisir entre une révolution démocratique ne présentant que de très faibles chances de succès, au prix de l'anéantissement de tout lien diplomatique avec l'Iran, et un État totalitaire, mais stable, avec lequel l'administration Obama a d'ores et déjà rétabli des liens.

N'en déplaise à ceux qui n'ont eu de cesse de dénoncer les prétendues tendances fascistes de George W. Bush, tout en rêvant d'un renouveau de l'idéal démocratique sous son successeur, il semblerait bien, qu'en ce qui concerne l'Iran, les rôles soient inversés. La stabilisation de l'activité des milices clandestines chiites, l'attaque par la police irakienne (sous le couvert de la neutralité de l'armée américaine) du camp où sont détenus les militants des Modjahedines du Peuple<sup>17</sup>, la libération par l'armée américaine de centaines de membres (y compris les dirigeants soupçonnés d'avoir organisé la mise à mort de soldats américains faits prisonniers) de la milice chiite, *Asa'ib al-Haq*, liée à l'Iran et, enfin, la déclaration le 18 août 2009 par Ali Asghar Soltanieh, envoyé iranien aux Nations Unies, de l'acceptation par l'Iran de pourparlers sans condition préalable sur le dossier nucléaire sont autant d'éléments qui laissent penser que l'ouverture diplomatique de l'administration américaine a commencé à porter ses fruits par le biais d'accords souterrains ; accords probablement intervenus avant même le rétablissement officiel des liens diplomatiques en septembre 2009.

## Le grondement populaire fait surface

Les manifestations du début de la semaine du 15 juin sont massives et réunissent, sur des bases interclassistes, des iraniens de tous âges et origines sociales, dans des défilés silencieux et, malgré des affrontements sur leurs marges, essentiellement pacifiques. À l'avant-garde de ce mouvement, on trouve des jeunes prolétaires urbains, souvent étudiants, dont un grand nombre de femmes. Les jeunes scolarisés n'hésitent pas à s'affronter directement aux forces de l'ordre et redonnent régulièrement, par leur mobilisation dans les moments de creux, un nouveau souffle au mouvement. Et bien que souvent minoritaires lors des affrontements, ils reçoivent plusieurs types de soutiens aussi bien de la part des autres participants aux manifestations – encouragements, interposition lors des arrestations – que de ceux restés passifs : de nombreux habitants et commerçants ouvrent leurs portes pour donner un refuge aux manifestants, alors même que l'État déclare sa volonté de poursuivre en justice toute personne apportant son aide aux auteurs de troubles.

Ce mouvement présente plusieurs aspects que nous allons détailler.

Premièrement, sous le joug actuel de la République Islamique, oscillant entre théocratie obscurantiste et une forme originale de fascisme, l'extension des libertés individuelles et démocratiques est susceptible de créer des conditions objectives plus favorables à la lutte de classe. Et ce malgré les limites du mouvement ; en particulier, en dépit de l'absence en son sein, pour le moment tout au moins, d'une fraction prolétarienne capable de mettre en avant les intérêts propres à la classe exploitée.

<sup>17</sup>Néanmoins, nous ne pleurons pas sur le sort de ces anciens exécuteurs des basses œuvres de Saddam Hussein, qui n'ont pas hésité à noyer dans le sang des révoltes des populations chiites et kurdes contre la dictature irakienne.

Deuxièmement, que ce mouvement soit issu d'une élection, pas plus que les slogans comme « where is my vote » ne doivent pas faire oublier que si des iraniens ont soutenu Moussavi, ce n'est pas seulement pour l'élire ou en finir avec Ahmadinejad, mais avant tout pour exprimer leur opposition à l'oppression que leur fait quotidiennement subir le fascisme vert, ainsi que contre les aspects les plus répressifs d'un régime policier et les affres d'une théocratie à l'idéologie aussi pesante que surannée.

Troisièmement, dans un contexte de renforcement mondial de l'Islam politique<sup>18</sup>, cette contestation active et massive de la théocratie iranienne est la première attaque de grande ampleur menée par la société civile contre cette expression idéologique des plus réactionnaires aujourd'hui. La présence importante de femmes à son avant-garde, y compris durant les confrontations les plus dangereuses, est exemplaire pour toutes celles et ceux qui sont opprimés à travers le monde par les jougs religieux et machistes.

Cela étant, il n'est pas juste et utile de passer sous silence les différentes limites que le mouvement populaire n'a pas sues franchir, pour le moment tout du moins. La plus importante dans l'immédiat est son incapacité à répondre d'une manière collective, et donc organisée, à la violence de l'État et surtout celle des miliciens du *Basij*. Certes, à plusieurs reprises des manifestants sont parvenus à prendre le dessus faisant par exemple reculer les forces de police sous des jets de projectile ou bien en lynchant des membres du *Basij* et incendiant leurs véhicules. Mais, vu dans sa globalité, le mouvement a été incapable d'endiguer la violence déversée par l'État. Les arrestations massives, la torture et les assassinats ont, pour le moment, eu raison de l'acharnement des opposants au régime. L'ampleur de cette répression donne aussi bien la mesure de la puissance de l'État que de celle du mouvement.

De plus, il ne faut pas oublier que ceux qui ont été les plus efficaces dans la mise en place de cette répression, les membres du *Basij*, sont issus des strates les plus pauvres du prolétariat urbain et rural. Il n'est pas apparu, à l'intérieur du mouvement, de fraction prolétarienne indépendante, seule à même de porter le combat à ses conséquences les plus extrêmes. Qui plus est, la capacité de l'État à obtenir le soutien, au moyen de la corruption matérielle et idéologique, d'un nombre très important des prolétaires et des paysans iraniens, contre leurs propres intérêts de classe, a été l'arme principale pour abattre le mouvement. Ce qui est certain, c'est qu'à moins d'une très improbable désintégration du *Basij* et des réseaux de clientélisme des *Pasdaran*, tout mouvement démocratique en Iran est condamné à la défaite s'il n'est pas capable de s'associer des forces vives issues du prolétariat coagulées autour d'une politique indépendante de classe.

Enfin, l'absence d'objectifs formulés autres que le remplacement d'Ahmadinejad par Moussavi n'a pas non plus tiré le mouvement vers le haut, au contraire. À ce titre, le cri de ralliement « *Allah-o Akbar* » lancé par les manifestants est révélateur de plusieurs faiblesses. Même en en mettant de côté les implications religieuses (ce slogan a été repris même par des athées) pour ne prendre compte uniquement de la référence à la révolution de 1979<sup>19</sup>, il montre l'incapacité du mouvement à s'unifier sur des bases plus solides et plus claires, y compris inspirées par l'idéologie démocratique bourgeoise moderne. En croyant se rattacher à la révolution précédente, les opposants actuels ne font qu'en reproduire les tares. Il faut bien garder à l'esprit que l'État a su se servir de ce slogan, en choisissant à plusieurs reprises de cibler ceux qui, pour des raisons évidentes, l'ont rejeté à la faveur de mots d'ordres explicitement politiques. L'État s'est donc servi d'un slogan censé être unificateur pour séparer les opposants les plus radicaux des autres.

Ces faiblesses, ainsi que la répression, ont eu pour résultat de ne laisser comme alternative crédible que celle portée par Moussavi et Khatami : l'intégration de la contestation, menée par la voie légale et par le truchement de manifestations pacifiques, dans les jeux de pouvoir entre mollahs. Dans ce sens, la manifestation à l'occasion de la journée de la Palestine, le 18 septembre, marque une grande victoire pour l'État iranien, bien que d'une forme différente de celle désirée par Ahmadinejad. Des dizaines de milliers de vrais ou faux opposants, menés par Khatami et Moussavi, se sont joints à une des manifestations rituelles organisées par l'État, en chantant des slogans tout aussi nationalistes et réactionnaires que ceux de la majeure partie des participants soutenant Ahmadinejad. Ces derniers étant beaucoup plus nombreux, les opposants ont défilé sous la protection bienveillante de la police pour éviter de se faire lyncher. La boucle est bouclée, Moussavi et Khatami

<sup>18</sup>Pour une discussion de la catégorie d'Islam politique, voir la *Lettre de Mouvement Communiste n°29*.

<sup>19</sup>Dans des conditions très différentes – où il prenait donc un autre sens – ce slogan était un des plus importants durant la révolution de 1979. Trente ans plus tard, les habitants des grandes villes reprennent ainsi une des tactiques de la révolution précédente, en montant sur les toits la nuit pour chanter ce slogan (ainsi que quelques autres) et montrer que quoi qu'il soit arrivé de jour dans la rue, le mouvement révolutionnaire continue à braver le contrôle de l'État.

ressortent de l'affaire avec une crédibilité accrue et une place réservée sur les bancs de l'opposition institutionnelle pour la durée du mandat présidentiel en cours. De son côté, le gouvernement affaibli d'Ahmadinejad doit déjà faire face à des critiques issues de son propre camp. La République Islamique est sauve. Khamenei est rassuré d'avoir pu défendre son poste non seulement de la menace d'une révolution démocratique, mais aussi de celle d'un coup d'État ouvert des *Pasdaran*.

Malgré cela, la possibilité d'une reprise de la contestation par en bas n'est pas négligeable. La rentrée universitaire s'est faite sur fond de manifestations spontanées sporadiques à l'intérieur des campus. Le 4 novembre, à l'occasion du trentenaire de la prise d'otage de l'ambassade américaine, de nouveaux affrontements ont eu lieu à Téhéran entre manifestants et forces de répression. Les slogans semblent changer de nature, ciblant ouvertement le guide suprême, et appelant Obama à choisir son camp, entre le gouvernement et les manifestants : « *Obama, tu es avec eux ou bien tu es avec nous* ».

## L'oppression des femmes au cœur de la dictature du capital en Iran

### *Etat des lieux*

Forcées à porter le *tchador* dès neuf ans, les filles sont dès lors séparées d'une société sous le contrôle totalitaire des mâles. Séparées physiquement, par un vêtement qui leur tient trop chaud, qui leur empêche de courir ou de jouer comme les garçons. Séparées subjectivement, par l'interdiction de rire ou de parler trop fort, d'affirmer leur point de vue face aux hommes ainsi que par une éducation qui ne vise qu'à en faire des mères et des épouses soumises. On leur ressasse que le *tchador* est fait pour les protéger des bas instincts des mâles qu'elles se doivent de craindre et, par-dessus tout, qu'elles doivent éviter de provoquer ; mâles dont elles doivent éviter simplement d'attirer l'attention. Que ces derniers perdent le contrôle d'eux mêmes, cela reste accepté, car la faute en retombe toujours sur les « tentatrices ». La jeune fille apprend vite qu'elle est dépendante non seulement des mâles (père et frères au départ, puis mari) pour la protéger, mais également des femmes plus âgées (en particulier la mère) qui sont généralement le premier vecteur de transmission des valeurs traditionnelles et des mises en garde contre les mâles extérieurs à la cellule familiale et même contre les autres femmes. L'imposition du code vestimentaire se fait par la terreur, les membres du *Basij* étant chargés de réprimer durement toute infraction aux règles. Une mèche de cheveux qui dépasse peut mener à des coups de fouet.

Une fois adultes, les femmes, bien que totalisant 60 % des étudiants inscrits<sup>20</sup> dans l'enseignement supérieur, ne sont qu'une minorité à pouvoir travailler<sup>21</sup>. Pour la grande majorité d'entre-elles, le régime islamique ne laisse qu'un choix très simple, le mariage, la prostitution ou bien, seulement pour celles provenant de milieux suffisamment aisés, l'exil.

En dehors du mariage, il est interdit pour des jeunes de sexes différents de se fréquenter, y compris ne serait-ce que pour marcher ensemble dans la rue. Là encore, le *Basij* peut sévir.

Mariées (et elles peuvent l'être à partir de neuf ans), les femmes ne peuvent pas quitter le domicile familial (y compris pour travailler) sans une autorisation de leur mari. Femmes au pluriel puisque la polygamie est autorisée. Le mari peut décider de divorcer d'une de ses femmes sans avoir à donner de motif. Lancer une procédure de divorce est bien plus compliqué pour une femme, en particulier pour celle victimes de violences conjugales. En cas de divorce, les enfants sont confiés de facto au mari. Et une fois divorcées, elles sont frappées d'un stigmate social difficile à lever, se retrouvent sans ressources, peuvent difficilement travailler ou retourner au foyer parental. L'adultère, quant à lui, est puni de manière brutale par la lapidation. Aux termes de la loi (article 102 du code pénal), les hommes doivent être enterrés dans le sol jusqu'à la taille et les femmes jusqu'à la poitrine avant l'exécution. Face aux pierres, on laisse encore une chance aux hommes de s'en sortir. Et cela à toute son importance, puisque selon la loi islamique ceux qui survivent au châtement, en arrivant à se déterrer par exemple... ont droit à la liberté.

La loi islamique considère le témoignage d'une femme comme valant la moitié de celui d'un homme. Le

<sup>20</sup> Plusieurs systèmes de quotas d'inscription par sexes, défavorables aux femmes ont été progressivement mis en place depuis 2002 afin de limiter leur représentation dans des filières de pointe telles que l'ingénierie ou la médecine.

<sup>21</sup> En 1996, 11,2 % des femmes âgées de 15-64 ans possédaient un emploi. Malgré leur niveau d'éducation élevé, elles sont à peine 14 % à occuper un travail dans l'administration publique.

prix du sang, pour les crimes commis envers une femme, est également la moitié de celui pour les hommes.

### ***Une longue histoire des tentatives d'émancipation***

Pourtant, la situation n'a pas toujours été aussi désastreuse. Dès le XIX<sup>e</sup> siècle, des femmes refusent de porter le voile et des militantes parcourent les campagnes iraniennes pour prêcher l'émancipation. Puis après l'arrivée de Reza au pouvoir en 1926, c'est par le biais de l'éducation que va se mener le combat : la création d'un enseignement public organisé par l'État. En effet, celui-ci était jusqu'alors aux mains des religieux et exclusivement réservé aux garçons. Ce n'est pas le cas des établissements scolaires, fondés par les missions chrétiennes, où est favorisé, dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle, la scolarisation des filles. Ces établissements sont fréquentés par les minorités religieuses et une partie de l'élite iranienne.

L'école publique ouvre ses portes aux filles malgré l'opposition des milieux traditionalistes et du clergé<sup>22</sup>. Toutefois, les réformateurs favorables au projet ne perçoivent pas dans l'école un tremplin pour les femmes désireuses de jouer un rôle dans la société.

Les premières mesures contre le clergé sont prises en 1920. Les mollahs se voient dans l'obligation de fournir un permis pour le port du turban. À la fois notaires et juges, les religieux sont évincés de ces fonctions par des réformes du système judiciaire. En 1928, la loi sur l'uniformisation du vêtement est promulguée. Le port du *kolah pahlavi* (képi à la française) comme couvre chef est imposé aux hommes.

Dès 1934, le régime impérial entreprend l'émancipation forcée des femmes en interdisant notamment le port du voile et en ordonnant à la police de l'arracher aux récalcitrantes. Ce type de mesure est très mal perçu dans les milieux traditionalistes qui en réaction retirent leurs filles des écoles, lieux principaux d'application de cette mesure. Dans les milieux modestes, on n'était pas prêt à tourner le dos à la tradition<sup>23</sup>.

Mohammad Reza, monte sur le trône en 1941 et poursuit les transformations entreprises par son père. En 1963, le régime accorde le droit de vote aux femmes malgré l'opposition des religieux.

En 1967, la loi de la protection de la famille est promulguée : droit de divorce, droit à l'avortement, accès aux postes habituellement réservés aux hommes dans ce qui touche les administrations juridiques, militaires... L'âge légal pour se marier passe à quinze ans pour les filles contre dix-huit pour les garçons. En 1971, le Shah projette, sans jamais l'appliquer, d'envoyer dans les villages jusqu'aux plus isolés, des étudiants en sciences humaines ayant pour mission de diffuser la bonne parole du régime, pour contrer l'influence des religieux auprès des populations locales. Car les mollahs traversent les provinces les plus éloignées du pays pour rencontrer leurs fidèles. Ce qui leur permet de s'affirmer comme les représentants légaux du pays, bien plus que l'administration perçue comme une entité étrangère.

De même, le 8 mars 1979, soit un mois après l'arrivée de Khomeiny au pouvoir et l'instauration de la loi islamique, les iraniennes descendent dans la rue pour crier leur refus de la charia. Isolées, rapidement abandonnées par les groupes extrême-gauche encore empreints de machisme qui subissent une intense répression, les féministes seront facilement vaincues et balayées par l'État.

### ***Les Iraniennes et la révolution de 1979***

Dans cette situation, l'ampleur du retour en arrière, après 1979, pourrait paraître surprenante si on ne tient pas compte des éléments suivants : tout d'abord, le caractère des réformes élargissant les champs de liberté des femmes, qui ont été décidé par l'État, sans un ample mouvement féministe pour les porter (et ensuite pouvoir, éventuellement, les défendre) ; la situation réelle des femmes des couches les plus pauvres, en particulier dans les campagnes, qui reste très éloigné de celle d'une minorité de citadines ayant bénéficié des apports de l'enseignement public et d'un milieu laïque ; la perception que des mâles ont pu avoir de ces citadines libérées, comme une menace naissante à leur hégémonie.

Ces éléments ont ouvert la voie au clergé pour dénoncer les réformes comme une corruption des valeurs traditionnelles par une « occidentalisation » forcée décidée par une élite décadente. L'idéologie des mollahs, comme toutes les idéologies fascistes ou autoritaires (et donc aussi toutes les autres variantes de l'Islam Politique), repose principalement sur une vision de la famille où les femmes sont confinées au foyer, réduites aux

<sup>22</sup> En 1922, les filles constituent 7 500 élèves (17 % en secondaire). Elles sont 88 000 en 1941 (28 % en secondaire). Des écoles mixtes sont créées. De même que, cette année-là, les portes de l'université s'ouvrent à elles.

<sup>23</sup> Les trois-quarts de la population sont, à l'époque, nomades ou vivent dans les campagnes assez reculées des villes.

rôles de génitrices et d'esclaves et mutilées de tous les autres aspects de leur vie sociale. Une structure où la figure du chef de famille existe en écho à celle du Guide Suprême, du Leader auquel si le chef de famille accepte de se soumettre, c'est parce qu'il conserve sa femme, et par extension, l'ensemble des femmes, en tant qu'esclave.

Ainsi, la condition des femmes est le point d'intensité maximale de toutes les oppressions que fait subir la théocratie iranienne. Une transformation plus démocratique du régime est impossible sans que deux conditions soient remplies : l'émancipation des femmes de la sphère familiale, mais avant tout, leur participation massive au mouvement de transformation afin de défendre elles-mêmes, politiquement et matériellement, leurs intérêts spécifiques.

Néanmoins, certaines peuvent croire y trouver leur compte, et les mollahs ne se gênent pas pour les y encourager. Khomeiny lui-même, après la révolution, déclara : « *nous fûmes témoins de la révolte de nos femmes musulmanes lors de notre Révolution [...]. Ces femmes sont descendues dans la rue, se sont révoltées, ont versé leur sang et certaines sont mortes pour que notre révolution soit victorieuse.* »<sup>24</sup>

En codifiant dans toutes les activités sociales, le rôle et la place des femmes, le régime a « rassuré » celles-ci dans les régions ou couches sociales les plus arriérées. Cependant, il est évident que d'une part, la visibilité sociale de la femme est un leurre : car à quoi sert de faire de brillantes études supérieures, par exemple, si on est interdit d'accès à l'emploi, et que la prison des règles et codes imposés est une négation en acte de l'être social des femmes.

### **Retour du militantisme féminin**

Malgré tout, même recouvertes de leur *tchador*, de nombreuses fillettes et jeunes filles des couches les plus basses et les plus traditionalistes de la société vont à l'école (aujourd'hui, presque 80 % des Iraniennes de plus de six ans savent lire et écrire, contre 36 % en 1976). Même le militantisme musulman (les fondations « révolutionnaires » institutionnelles) a été un moyen pour les femmes de sortir du foyer. La reconquête de l'espace public par les femmes a été lente, mais inexorable. L'idéologie dit aux femmes de rester à la maison mais les événements les ont poussées dehors : la guerre Iran-Irak (1980-1988), les crises, la nécessité de travailler, surtout chez les prolétaires, et leur implication dans des organisations sociales indépendantes : groupes d'assistance aux enfants des rues, Centre culturel des femmes (né en 2003, celui-ci est organisé en « ONG » – ce sont en fait des associations ressemblant aux associations 1901 en France). Les militantes coordonnent des actions, des séminaires, etc. Ces "ONG" sont d'ailleurs un moyen de camoufler les activités des militantes.

La société civile s'est transformée ces dernières années, surtout en ville : cercles d'amis et « ONG » forment une sorte de contre-pouvoir laïc, à but culturel surtout. Malgré l'obligation de porter le voile en public et le maintien officiel du statut traditionnel d'infériorité, l'Iran est le pays islamique où le féminisme est une réalité. Des femmes voilées sortent seules, manifestent (comme par exemple lors de rassemblements des mères de prisonniers après les manifestations de cet automne), travaillent ou étudient. C'est un combat très dur, surtout dans les campagnes et les petites villes, mais aussi un phénomène important dont on a peu d'exemple dans le monde musulman.

Ce militantisme a réapparu après la fin de la guerre Iran-Irak et la mort de Khomeini en 1989, alors que les mollahs reprenaient les discours prônant un rôle de la femme limité au foyer. Il existe en Iran trois courants pour les droits de la femme : les musulmanes traditionalistes (familles cléricales, *Bazar*), pour qui seule la charia est source de loi. Elles prônent le retour à la vie sociale active en restant séparées des hommes. Les musulmanes modernistes (originaires de la classe moyenne traditionnelle mais instruites et actives), qui veulent réformer la législation pour améliorer le statut des femmes en se basant sur une interprétation moderne de la charia (la revue *Zanan* fondée par Shahla Sherkat en 1992 et interdite en 2008). Et enfin les modernistes laïques (issues de la classe moyenne moderne, très instruites). Elles ne considèrent pas la charia comme une source de législation et revendiquent la séparation du clergé et de l'État. Mais ces militantes s'affrontent de moins en moins et les différences d'ordre politico-religieux s'estompent, le mouvement féministe devient plus global, les points de vue convergent. Malgré ses limites, l'existence du mouvement des femmes est une chance unique et un grand espoir pour la cause prolétarienne.

<sup>24</sup>Marie Ladier-Fouladi, « Démographie, société et changements politiques en Iran. », in *Esprit*, août 2001.



## Pour la révolution en permanence à la périphérie du marché mondial du capital

L'Iran a été le siège d'un mouvement démocratique radical d'ampleur. Preuve qu'à la périphérie du capital, comme en Birmanie, au Tibet et au Népal<sup>25</sup>, les revendications propres à une phase dépassée depuis longtemps à l'échelle globale sont toujours d'actualité. Mais contrairement à ce qui s'était passé au Népal, en Iran, la classe ouvrière ne s'est pas exprimée en tant que telle.

A ce propos, nous écrivions :

*« S'intéresser aux luttes dans lesquelles le prolétariat joue un rôle non négligeable mais n'arrive pas à cristalliser sa force politique de manière indépendante des formations bourgeoises ou petites-bourgeoises ne vaut pas seulement pour ces pays (parmi d'autres) de la périphérie du Capital mais surtout comme indication de ce qui se pourrait se passer dans leur grand voisin, la Chine. »<sup>26</sup>.*

Les quartiers ouvriers des périphéries des grandes villes iraniennes sont restés silencieux. Aucune grève, forme d'expression élémentaire de la classe ouvrière, n'a vu le jour dans les usines et, en particulier, dans le secteur crucial pour la survie de l'Etat de la production d'hydrocarbures. Secteur, ce dernier, dont le passage des ouvriers à la révolution, en 1979, avait précipité le régime du Shah dans l'abîme. Certes, la situation de la classe ouvrière en Iran n'est pas brillante. Comme dans les pays staliniens, les syndicats<sup>27</sup> sont des organes directs de l'État de contrôle et de répression sur les lieux de travail. La moindre grève ou manifestation est durement réprimée par le *Basij* et la police. Les quelques réformes de modernisation du système économique entreprises depuis 1994 ont contribué à une certaine rationalisation minimale d'un tissu productif artificiellement protégé par le monopole du commerce extérieur. Mais ceci a jeté des milliers d'ouvriers sur le pavé en les plongeant dans l'économie grise.

Pour l'heure, les travailleurs des hydrocarbures, surveillés de très près mais mieux payés et choyés par le régime, n'ont pas manifesté la moindre volonté de combat en pesant de tout leur poids de passivité et de résignation sur les autres fractions, plus faibles, de la classe ouvrière en Iran. Enfin, la génération de 1979, qui avait su créer ses conseils et comités ouvriers et qui, notamment à Téhéran, avait repris possession du territoire par ses luttes pour le logement, les services (eau, électricité), les transports, a été battue par le régime des mollahs. A l'évidence, les conséquences néfastes pour le prolétariat de cette défaite ne sont pas encore dissipées. Pourtant, des grèves comme celle des transports publics de Téhéran en 2006 ou encore celle des ouvriers de la canne à sucre de *Haft Tapeh* en 2008 montrent que des luttes ouvrières de base ressurgissent régulièrement. Nous continuerons donc de les guetter avec les pourtant faibles moyens d'information dont nous disposons.

D'un autre côté, contrastant avec l'absence d'expressions ouvrières, le mouvement populaire récent a su interpréter et véhiculer la révolte des femmes. Comme nous l'avons écrit dans notre présentation, *« il faudra compter sur [l'apport révolutionnaire] des secteurs de la société qui, même lorsqu'ils ne sont pas directement soumis à l'exploitation en tant que tels, font l'objet des innombrables oppressions produites par la succession des modes de production fondés sur la division en classes. Nous pensons avant tout aux femmes, engagées dans un combat plurimillénaire de destruction de la suprématie du mâle. Elles constituent à coup sûr un facteur social essentiel de la révolution prolétarienne à venir. Ces différentes composantes de la société du capital et d'autres encore (dont plusieurs minorités nationales et religieuses opprimées) ont un intérêt commun à celui des ouvriers révolutionnaires : mettre un terme à des rapports sociaux profondément injustes ; en finir avec des structures archaïques désormais dépassées par les immenses forces productives que la coopération sociale a engendrées au cours des siècles. »*

Vue la situation qui leur est faite en Iran, il est plus que réjouissant que des femmes soient sorties dans la rue et n'aient pas hésité à s'affronter aux forces de répression, le pavé à la main et le sourire aux lèvres. C'est une insulte pour le régime, c'est un salut à tous les opprimés d'Iran et d'ailleurs.

Autre facteur encourageant, la jeunesse scolarisée des grandes villes montre une continuité extraordinaire dans le combat contre le régime. Et ce, en dépit de son relatif isolement et de la répression systématique dont elle est victime. Un pays qui connaît une urbanisation accélérée et dont la moitié de la

<sup>25</sup> Voir les *Lettres de Mouvement Communiste*, n°27 et n°28, janvier et mai 2008

<sup>26</sup> *Lettre de Mouvement Communiste*, n°27

<sup>27</sup> À quelques exceptions près, nous pensons notamment au syndicat des chauffeurs de bus de Téhéran dont le leader a été emprisonné à plusieurs reprises.

population a moins de 27 ans constitue à coup sûr une menace permanente et grandissante pour les hommes au pouvoir quels qu'ils soient. Les chefs de l'opposition, ainsi que ceux de l'exécutif, le savent bien. La jeunesse scolarisée en révolte est une autre ressource inestimable pour la classe ouvrière.

Aujourd'hui, l'assise idéologique et matérielle de l'État iranien, sa capacité à coopter des pans étendus de la population, est encore sans commune mesure avec celle, presque inexistante, du régime du Shah. Pourtant, depuis la révolution de 1979 confisquée par les enturbannés, la force sociale de l'État théocratique à vocation fasciste n'a eu de cesse de s'éroder. L'extrême dépendance de la rente pétrolière a fini par fragiliser le pouvoir et son État, incapables de proposer au pays une issue capitaliste moderne. Comme en 1979, les revendications de libertés individuelles et de démocratie politique continuent de monopoliser la scène sociale en Iran. Et il ne pouvait pas en aller autrement si l'on songe à la gigantesque pression exercée par le marché mondial et par le mouvement concurrentiel du capital sur les formes de domination politique et sociale et les modes spécifiques de production incapables d'y résister.

Mais, comme toujours, si le processus d'accumulation de capital est le plus formidable dissolvant à la fois des États capitalistes peu ou pas efficaces, des fractions de capital inaptés à suivre le rythme global de valorisation ainsi que des résidus de modes de production plus anciens, il n'en est pas automatiquement leur fossoyeur. Ceci est d'autant plus vrai que, dans certaines conditions, certains États capitalistes modernes, certains segments avancés de capital mondial peuvent mieux réaliser leurs intérêts spécifiques en s'accommodant, voire en soutenant explicitement, tel État ou tels capitaux individuels menacés par la dynamique du marché mondial. Les idéologues bourgeois nomment cela la géopolitique, la diplomatie.

C'est pourquoi, en dépit d'une vocation politique intrinsèquement contradictoire avec celles-ci, le prolétariat mondial se trouve régulièrement confronté à la résurgence de revendications de démocratie politique bourgeoise et de libertés individuelles. Revendications portées, la plupart du temps, par des secteurs amples de sociétés civiles à la périphérie du capital dominées par des États dictatoriaux, théocratiques et à dominante rentière.

Heureusement, le prolétariat a accumulé au fil des siècles une énorme expérience sur ce terrain. L'enseignement de la vague révolutionnaire de 1848, de la Commune de Paris, celui des révolutions russes de 1905 et 1917 et de tant d'autres tentées et écrasées nous porte à dire que les revendications de cette nature ne font pas peur à la classe ouvrière qui s'insurge. Elles peuvent, au contraire, alimenter la révolte générale et diriger vers le camp du prolétariat d'autres forces sociales. Mais seulement à la condition que celui-ci exprime et affirme par-dessus tout sa propre politique indépendante de dépassement du système capitaliste et de destruction révolutionnaire progressive de l'État.

Décoller les revendications démocratiques et de libertés individuelles de l'idéologie qui les représente le mieux, le libéralisme moderne, est aussi un impératif auquel la classe ouvrière indépendante ne doit pas se soustraire. Sous peine d'édulcorer son propre plan révolutionnaire.

Ceci signifie qu'une âpre bataille politique et théorique doit être engagée au sein des mouvements démocratiques radicaux afin qu'ils se dissolvent dans celui plus cohérent et plus profond de la transformation communiste de la société. La dissolution de ces mouvements ne doit cependant pas être opérée par annulation pure et simple des exigences de liberté individuelle qu'ils portent. Le communisme en mouvement est le long processus de socialisation des rapports entre les hommes libres de choisir leur destin individuel. Ainsi, la liberté de choix de l'individu, quand elle n'est pas fondée sur l'exploitation et l'oppression d'autrui, est la condition de l'épanouissement des rapports sociaux, de l'être social de l'homme. Libertés individuelles les plus amples, expression la plus large de la volonté collective, socialisation des moyens de production, destruction de l'État et dépassement du capitalisme sont autant de facteurs de la même équation. Une équation dont la solution historique pourrait être trouvée dans les prochaines années ou décennies en Chine.

Bruxelles, Londres, Paris, le 7 décembre 2009

Pour toute correspondance écrire, sans autre mention, à : BP 1666, Centre Monnaie 1000, Bruxelles 1, Belgique.  
Consulter le site Internet de Mouvement Communiste : [www.mouvement-communiste.com](http://www.mouvement-communiste.com)